El análisis y la traducción del discurso de la ultraderecha en Francia

GLORIA ESPEJEL MENDOZA
Benemérita Universidad Autónoma de Puebla

El análisis del discurso político siempre es apasionante. Periodistas, politólogos y lingüistas especialistas en el análisis del discurso lo estudian. En México, donde se acaba de elegir a un nuevo presidente, los discursos políticos de los candidatos han inundado la radio, la televisión y las páginas de los diarios; todos estos discursos han sido y son dignos de análisis; pero, por nuestra parte, vamos a analizar y traducir un discurso que llama nuestra atención: el discurso político de la ultraderecha en Francia. En Francia, como también en México, se ha otorgado asilo a numerosos perseguidos políticos que huían de varios países sudamericanos en donde se habían instalado gobiernos totalitarios y dictatoriales, así como asilo a otros inmigrantes con deseos de buscar mejores oportunidades.

Pero si en México no existieron voces que se pronunciaran en contra de abrir las puertas a los españoles republicanos que huían de la Guerra Civil española y de la dictadura de Francisco Franco, ni en contra de abrirla a los centroamericanos o a los argentinos, chilenos o uruguayos que huían de los gobiernos militares que se habían instalado en esos países, por lo que todos estos migrantes encontraron una segunda patria en México, en los Estados Unidos, país de enorme influencia política, y detentor de una de las economías más pujantes del planeta, donde hay grandes oportunidades de trabajo, se ha rechazado y se sigue rechazando a un gran número de mexicanos y de centroamericanos que emigran o quieren emigrar a los Estados Unidos; para solucionar este problema, México desea firmar un acuerdo migratorio con este país, lo que hasta la fecha no ha podido concretarse.

En Europa también existe una ola migratoria que desea instalarse en los países cuya economía es más pujante; dicha ola proviene de países de la Europa oriental cuya economía es débil, así como de países africanos y asiáticos que enfrentan fuertes problemas económicos. En Francia, uno de los países donde hay una fuerte inmigración, las voces de la ultraderecha exigen que se ponga un freno a esta. Hemos, por ello, seleccionado un

discurso de Jean-Marie Le Pen representante de la corriente política mencionada, para hacer, en un primer momento su traducción y en un segundo momento, para analizar dicha traducción. En primer término presentaremos el discurso en francés; en segundo término presentaremos y analizaremos la traducción del discurso político que hemos seleccionado.

Discurso de Jean-Marie Le Pen, candidato a la presidencia de Francia, pronunciado en un mitin en París durante la campaña política en la que contendió con Jacques Chirac por la presidencia de la República Francesa

Mesdames et messieurs,

Le Front National n'a pas inventé la « question de l'immigration ». Il l'a seulement portée devant l'opinion. Les élites dirigeantes (politiques, économiques, médiatiques) auraient de loin préféré qu'elle restât ignorée de notre peuple : Cela explique leur unanimité dans l'amalgame le plus odieux, les abus de pouvoir, la violence contre notre Mouvement.

On ne peut, en effet, comprendre la gravité comme l'aspect passionnel de l'immigration si on ne les rattache pas a la vision du monde qu'ont nos gouvernants et leurs obligés : ils ne pensent et n'agissent plus en fonction de la France. Pour eux, elle a rejoint le cimetière ses civilisations mortes. Que des Français luttent pour la pérennité de la patrie leur est insupportable: cela rappelle trop leur trahison.

Depuis 1960 chaque décennie qui s'est écoulée a vu se développer la présence toujours plus nombreuse de ressortissants immigrés et s'amenuiser la protection de la qualité de Français comme l'indépendance de la France. Or, l'identité et la souveraineté sont bien indissolublement liées. L'ouverture inconsidérée des frontières et l'admission massive de populations allogènes paraissent répondre à des logiques différentes, la première plus économique, la seconde plus idéologique.

*En réalité elles se nourrissent à la même source et concourent à la même fin: la disparition de la France comme entité, ultime obstacle sur la route de l'Utopie. Pierre Rosanvallon un des tenants de la « pensée unique », a résumé le tout en une formule: « Être tiers-mondiste aujourd'hui, c'est être libre-échangiste » (*L'expansion*, 24 juin 1993).*

La première vague d'immigration que connut la France au lendemain de la seconde guerre mondiale s'achève au début des années soixante-dix: elle provient principalement des pays latins (Italie, Espagne, Portugal). Il s'agissait d'une immigration provisoire qui disparut progressivement par l'assimilation des arrivants ou leur retour dans le pays d'origine pour participer à son développement économique.

Dans les années soixante, les gouvernements Debré et Pompidou mirent en place, avec le grand patronat, une immigration de facilité, celle de travailleurs originaires de nos anciennes possessions d'outre-mer. Elle ne cessa d'augmenter pour atteindre les 200 000 personnes par an au début des années soixante-dix. Une telle pratique permit de peser à la baisse sur les salaires de travailleurs français, alors que se mettaient en place le Marché commun et la division internationale du travail. Elle retarda la modernisation de l'industrie française : les travailleurs français en paieront lourdement le prix au cours des années quatre-vingt (disparition de 650 000 emplois industriels).

*Contrairement aux affirmations officielles, cette immigration n'a que jamais véritablement cessé. Un des responsables du MEDEF déclarait en 1990 : « Dans trop de cas, il faut quatre quartiers de nationalité française pour accéder à de vraies responsabilités ». Le président de l'Union patronale artisanale (UPA) a, de son côté, demandé que soient mises en place des quotas obligatoires de travailleurs étrangers dans les professions artisanales (*Le Monde*, 1er octobre 1999). Quant au gouvernement Jospin, il a fait officiellement étudier par le ministère de l'emploi (sic) la reprise d'une immigration de travailleurs, sous prétexte de satisfaire aux besoins d'une « nouvelle économie ».*

Dans les années qui suivent la crise pétrolière de 1973, les conséquences de cette politique commencent à se faire sentir dans la vie quotidienne des Français sur le marché du travail et dans les statistiques de l'insécurité. Aussi pour échapper à la colère du peuple, les gouvernements successifs tentent-ils d'accréditer un double mensonge : l'immigration aurait été arrêtée, les ressortissants immigrés présents sur notre sol s'intégreraient.

Plus grave encore, la loi constitutionnelle du 25 novembre 1993 intègre dans notre Loi fondamentale un article 53.1 nouveau qui autorise la France à donner asile à tout étranger « pour un autre motif » que l'asile politique proprement dit. La finalité du droit d'asile est totalement pervertie quand il est accordé à des ressortissants algériens menacés par les islamistes, alors qu'il s'agit d'un conflit interne à un pays tiers.

Le 30 juin 1984, l'Assemblée nationale, sur proposition du gouvernement Mauroy, adopte à l'unanimité de ses membres RPR, UDF, PS, PC, une loi créant un titre unique de séjour et de travail de 10 ans, automatiquement renouvelable. Cette loi confère, en quelque sorte, aux étrangers présents en France un droit permanent à l'installation : l'immigré provisoire est aussi appelé à se transformer en immigré définitif… qui finira par être naturalisé.

Au titre de regroupement familial (60 %), de l'admission pour travail (25 %) et de l'asile (15 %), plus de 100 000 ressortissants étrangers ou immigrés supplémentaires, 116 903 « entrées au caractère permanente » selon Migration et Nationalité en 1998, s'installent en France chaque

année, soit l'équivalent d'une ville comme La Rochelle. La plupart ne repartiront pas dans leur pays d'origine puisque, entrés majoritairement par le biais du regroupement familial, ils n'ont désormais aucune raison sérieuse de quitter la France. Il faut enfin y ajouter les étudiants étrangers (122 126 au titre de l'année universitaire 1998-1999), dont 80 % sont originaires d'Afrique, du Maghreb et d'Asie.

En effet tout étranger peut acquérir la nationalité française par de multiples artifices juridiques, notamment :

- s'il réside depuis cinq ans en France, pour un majeur ;

- s'il est né en France, pour un mineur, à dix huit ans ou dès treize ans s'il y réside depuis cinq ans ;

- s'il est né en France d'un parent français ou d'un parent étranger ;

- s'il est né en France même de deux parents étrangers, si l'un de ceux-ci est lui-même né en France ou dans un ancien territoire français d'outre-mer.

La nationalité française est donc accordée automatiquement ou semi automatiquement à une centaine de milliers de ressortissants étrangers ou immigrés chaque année, sans qu'ils en aient émis le désir ou prouvé leur assimilation à notre civilisation. Ces « naturalisations automatiques » ne sont souvent même comptabilisées comme telles, car beaucoup entrent dans le cadre d'une « attribution » de nationalité à la naissance.

À l'ensemble de ces législations faisant bon marché du droit des Français à rester maîtres chez eux, s'ajoutent périodiquement des régularisations de masse qui consistent à adapter le droit au fait : la présence de centaines de milliers de ressortissants immigrés clandestins. En 1981 le gouvernement socialo-communiste de Pierre Mauroy régularise, selon ses propres chiffres, 130 000 immigrés clandestins. Edith Cresson procède à une régularisation de 20 000 clandestins en 1991. Jean-Pierre Chevènement procède a nouveau à une telle opération en 1997 (près de 70.000, selon les chiffres de l'OMI).

Ultime preuve de la volonté de faire disparaître la France en tant que nation maîtrisant son destin: la longue campagne –appuyée sur un sondage bidonné– menée tout au long de l'année 1999 en faveur du droit de vote pour tous les ressortissants étrangers ou immigrées sur notre sol. Cela permet de mettre en relief le sophisme que veut qu'étant ici chez eux, ils devraient avoir les mêmes droits que les Français à commencer par le plus important, le droit de vote, élément de souveraineté qui permet au seul citoyen français d'avoir son mot à dire sur l'avenir de la France.

La présence et le développement, année après année de colonies de peuplement, confortées par des dispositifs législatifs et sociaux très favorables et une délirante propagande de préférence étrangère, baptisée « lutte contre le racisme », sont pour notre identité nationale

une menace mortelle : ils modifient en profondeur la substance même du peuple français.

La préfecture de police de Paris a, pour sa part relevé que, dans la capitale, 40 % des délinquants (et 32 % des auteurs identifiés) sont des étrangers alors qu'ils ne sont officiellement que 16 % dans la population parisienne, 44 % de ces délinquants étrangers étant en situation irrégulière. La délinquance étrangère représente à Paris 34 % des violences volontaires, 35 % des viols, 39% de proxénétisme, 48 % du trafic et de la revente de stupéfiants, 50 % des « atteintes volontaires à la vie » (source Contrat parisien de sécurité*, 12 avril 1999).*

Les prestations sociales que les ressortissants immigrés savent recevoir automatiquement en arrivant en France, constituent autant des pompes aspirantes des populations du tiers-monde : pour beaucoup de ces personnes mieux vaut être chômeur en France que de demeurer à travailleur dans le pays d'origine.

L'histoire de l'humanité et l'observation des peuplements de la planète confirment cette loi : partout où cohabitent ses peuples de race, de langue, de culture ou de religions radicalement différentes, l'assimilation se révèle impossible et des conflits surviennent, tôt ou tard. Or, l'immigration massive que nous subissons porte atteinte à notre identité et, par voie de conséquence, à l'existence de la France. Quant au déracinement qu'elle entraîne, il est nocif aussi bien pour la population française que pour les immigrés eux-mêmes. On ne peut qu'admirer la patience du peuple français face à cet énorme problème que notre gouvernement veut minimiser !

Traducción al español del discurso del Sr. Jean-Marie Le Pen:

Señoras y señores:

No es el Frente Nacional quien ha inventado la «cuestión de la inmigración». Este solamente la ha presentado ante la opinión pública. Las élites de los dirigentes (políticas, económicas, mediáticas) habrían preferido, de lejos, que esta permaneciera ignorada por nuestro pueblo: Esto explica su unanimidad en la amalgama más odiosa de los abusos del poder, de la violencia contra nuestro movimiento.

No se puede, en efecto, comprender su gravedad como el aspecto pasional de la inmigración, si no se une esta a la visión del mundo que tienen nuestros gobernantes y los que se sienten en deuda con ellos: estos ya no piensan ni actúan en función de Francia. Para ellos esta ha alcanzado el cementerio de sus civilizaciones muertas. Cuántos franceses luchan por evitar la perennidad de la patria, la que encuentran insoportable: les recuerda demasiado su traición.

Desde 1960 cada década transcurrida ha visto cómo aumenta la presencia, cada vez más numerosa, de inmigrantes y cómo se merma la

protección de la calidad del ciudadano francés así como la de la independencia de Francia. Ahora bien, la identidad y la soberanía se encuentran indisolublemente ligadas. La apertura, irreflexiva, de las fronteras y la admisión masiva de poblaciones alógenas, parecen responder a lógicas diferentes: la primera, de orden más económico y la segunda, de orden más ideológico.

En realidad estas se nutren de la misma fuente y convergen hacia un mismo fin: la desaparición de Francia como entidad, último obstáculo sobre la ruta de la Utopía. Pierre Rosanvallon, uno de los que detentan el «pensamiento único», ha resumido todo por medio de una fórmula: «Ser tercermundista hoy en día, equivale a ser libre intercambiador» (*L'Expansion*, 24 de junio de 1993).

La primera ola de inmigración que experimentó Francia, después de la segunda guerra mundial, concluyó a principios de los años setenta: provenía principalmente de países latinos (Italia, España, Portugal). Se trataba de una inmigración provisional que desapareció progresivamente por medio de la asimilación de los que llegaron, o bien por el retorno a sus países de origen, para participar en el desarrollo económico de estos.

En los años sesenta, los gobiernos de Debré y Pompidou establecieron, junto con el gran sector patronal, una inmigración que gozó de facilidades, la de los trabajadores originarios de nuestras antiguas posesiones de ultramar. La cual no dejó de aumentar, para alcanzar la cifra de 200 000 personas por año, a principios de los años setenta. Una práctica semejante permitió que se fueran a la baja los salarios de los trabajadores franceses, mientras se ponían en marcha el Mercado Común y la división internacional del trabajo. Aquella inmigración retrasó la modernización de la industria francesa: los trabajadores franceses pagaron duramente el precio en el transcurso de los años ochenta (mediante la desaparición de 650 000 empleos en la industria).

Contrariamente a lo que dicen las afirmaciones oficiales, en realidad esta inmigración nunca se ha detenido. Uno de los responsables del MEDEF declaraba en 1990: «En demasiados casos es preciso tener cuatro cuartos de nacionalidad francesa, para tener acceso a verdaderas responsabilidades». El presidente de la Unión Patronal Artesanal ha pedido que se establezcan cuotas obligatorias de trabajadores extranjeros en los trabajos artesanales (*Le Monde*, 1 de octubre de 1999). En cuanto al gobierno de Jospin, este ha hecho que el Ministerio de Trabajo (*sic*) estudie oficialmente volver a emplear a una nueva inmigración de trabajadores, so pretexto de satisfacer las necesidades de una «nueva economía».

En los años posteriores a la crisis petrolera de 1973, las consecuencias de esta política comenzaron a sentirse en la vida cotidiana de los franceses, en el mercado de trabajo y en las estadísticas

de la inseguridad. Así pues, para escapar a la cólera del pueblo, los sucesivos gobiernos intentaron que se diera crédito a una doble mentira: que la inmigración se habría detenido y que los inmigrantes presentes en nuestro suelo se integrarían.

Más grave aún: la ley constitucional del 25 de noviembre de 1993 integra, en nuestra ley fundamental, un nuevo artículo, el 53.1, que autoriza a Francia a dar asilo a todo extranjero «por algún otro motivo» que no sea el asilo político propiamente dicho. La finalidad del derecho de asilo se desvirtúa totalmente cuando este se otorga a los argelinos amenazados por los islámicos, siendo que en este caso se trata de un conflicto interno en un tercer país.

El 30 de junio de 1984, la Asamblea Nacional, a propuesta del gobierno de Mauroy, aprueba por unanimidad de sus miembros RPR, UDF, PS y PC una ley que creaba un derecho único de estancia y de trabajo por 10 años que se renovaba automáticamente. Esta ley, de cierta manera confiere el derecho permanente a los extranjeros presentes en Francia de instalarse aquí: alienta al inmigrante provisional a transformarse en inmigrante definitivo, quien terminará naturalizándose.

Bajo la idea de reunir a la familia (60 %), de ser admitido en un trabajo (25 %) y de conseguir asilo (15 %), más de 100 000 extranjeros o inmigrantes suplementarios 116 903 «ingresaron con carácter permanente» según declaraciones de la oficina de Migración y Nacionalidad en 1998, o sea que cada año se instala en Francia, el equivalente de los habitantes de una ciudad como La Rochelle. La mayor parte no retornará a sus países de origen, ya que, por su ingreso mayoritario, bajo el rubro de reagrupamiento familiar, de ahora en adelante ya no tiene ninguna razón seria para abandonar Francia. En fin, hay que agregar a esto a los estudiantes extranjeros (122 126 en el año universitario 1998-1999), de los cuales el 80 % son originarios de África, del Maghreb y de Asia.

En efecto, todo extranjero puede adquirir la nacionalidad francesa, por medio de múltiples artificios jurídicos, en particular:

- Un adulto, si ha radicado en Francia durante cinco años.
- Un menor de edad si ha nacido en Francia.
- Un menor a los 13 años o un adulto a los 18 años, si ha radicado en Francia durante cinco años.
- A quienes hayan nacido en Francia, de padres franceses o extranjeros.
- A quienes hayan nacido en Francia, aun cuando sus padres sean extranjeros, si uno de estos nació en Francia o en alguno de los antiguos territorios franceses de ultramar.

La nacionalidad francesa se otorga, pues, automática o semiautomáticamente, a un centenar de miles de extranjeros o de inmigrantes cada año, sin que estos hayan expresado el deseo ni

probado su asimilación a nuestra civilización. Estas «naturalizaciones automáticas» con frecuencia no son contabilizadas como tales, porque muchas de ellas entran en el marco de una «atribución» de nacionalidad por nacimiento.

Al conjunto de estas legislaciones, que abaratan el derecho de los franceses a seguir siendo dueños de su territorio, se agregan periódicamente regularizaciones masivas que consisten en adaptar el derecho al hecho: o sea, a la presencia de cientos de miles de inmigrantes clandestinos. En 1981 el gobierno socialocomunista de Pierre Mauroy regularizó, según sus propias cifras a 130 000 inmigrantes clandestinos; Edith Cresson procedió a la regularización de 20 000 clandestinos; en 1999 Jean-Pierre Chevènement procedió, de nuevo, a realizar una operación semejante en 1997 (a cerca de 70 000 según las cifras de la l'OMI).

Última prueba de la voluntad de hacer desaparecer a Francia como nación dueña de su destino: la larga campaña apoyada por un sondeo poco serio, llevado a todo lo largo del año de 1999, en favor de acordar el derecho de voto a todos los extranjeros o inmigrantes presentes en nuestro suelo, lo cual permite poner de relieve el sofisma que pretende que, al encontrarse estos aquí como en su casa, deberían gozar de los mismos derechos que los franceses, comenzando por el más importante, el derecho al voto, elemento de soberanía que permite, únicamente al ciudadano francés, pronunciarse sobre el porvenir de Francia.

La presencia y el desarrollo, año tras año, de colonias de asentamientos confirmadas por medio de disposiciones legislativas y sociales muy favorables y una delirante propaganda encaminada a dar preferencia a lo extranjero, bautizada como «lucha contra el racismo» son una amenaza mortal para nuestra identidad nacional, ya que modifican profundamente la esencia misma del pueblo francés.

La prefectura de policía de París, por su parte, ha señalado que, en la capital, 40 % de los delincuentes (y 32 % de los autores identificados) son extranjeros, mientras que estos no constituyen oficialmente sino el 16 % de la población parisina, y 44 % de estos delincuentes extranjeros se encuentran en situación irregular. La delincuencia extranjera representa en París el 34 % de la violencia, el 35 % de las violaciones, el 39 % del proxenetismo, el 48 % del tráfico y la reventa de estupefacientes, el 50 % de los «atentados voluntarios a la vida» (fuente: *Contrato parisino de seguridad*, 12 de abril de 1999).

Las prestaciones sociales que los inmigrantes saben como hacer para recibirlas automáticamente, en cuanto llegan a Francia, constituyen otras tantas bombas que aspiran a las poblaciones que provienen del tercer mundo: para muchas de estas personas vale más encontrarse desempleadas en Francia que quedarse a trabajar en sus países de origen.

> La historia de la humanidad y la observación de los procesos poblacionales del planeta confirman esta ley: en todos los lugares en donde cohabitan pueblos de raza, lengua, cultura o religiones radicalmente diferentes, la asimilación parece ser imposible y los conflictos sobrevienen tarde o temprano. Ahora bien, la inmigración masiva que sufrimos atenta contra nuestra identidad y, en consecuencia, contra la existencia de Francia. Por lo que toca al desarraigo que esta acarrea, este es nocivo tanto para el pueblo francés como para los inmigrantes mismos. ¡No se puede sino admirar la paciencia del pueblo francés frente a este enorme problema que nuestro gobierno pretende minimizar!

Análisis de la traducción del discurso del Sr. Le Pen

La traducción de este discurso político seleccionado ha intentado:

1 Reflejar el *uso expresivo del lenguaje* que impera en todos los discursos políticos. Para lograrlo, ha sido preciso que el traductor emplee un lenguaje que provoque en los lectores reacciones emotivas al leer el discurso del Sr. Le Pen, político francés líder de la ultraderecha en Francia y del partido político el Frente Nacional, ya sean de rechazo, si no logra que sus lectores sientan encono hacia el gobierno francés por tolerar la inmigración que el Sr. Le Pen rechaza, o bien reacciones emotivas de simpatía, de adhesión a sus ideas por parte del público que lea la traducción del mismo y se deje convencer por los argumentos que esgrime este personaje político, si acaso dichos argumentos le parecen pertinentes.

2 Poner de relieve, desde el punto de vista retórico, *la fuerte carga persuasiva* de este discurso, en vista de que tiene, en primer lugar, la finalidad de lograr que el rechazo a la inmigración sea mayor y, desde luego, la misión de lograr ganar entre los franceses un mayor número de votos para el partido político el Frente Nacional.

3 Subrayar que el Sr. Le Pen sabe hacer muy buen uso de la *demagogia*, que es otra característica que con gran frecuencia se encuentra en los discursos políticos manipuladores y que la traducción del discurso se esfuerza por reflejar de manera acertada, ya que el Sr. Le Pen sabe manejar hábilmente los argumentos que causan malestar, sobre todo en el sector del público que, por encontrarse desempleado, cree que son los inmigrantes los que les roban el trabajo, siendo que estos aceptan llevar a cabo tareas que la mayoría de los franceses rechazan tales como las de barrer las calles, trabajar como lavaplatos, etc.

4 Poner en evidencia *el uso prescriptivo* o sea *el uso directivo del lenguaje*, cuando al final de discurso, el orador pide —de manera implícita— al auditorio, que conteste los tratados europeos que no apoyan las acciones de control en las fronteras que su partido político propone, para restringir los permisos a los extranjeros que desean ingresar al territorio francés.

5 Poner asimismo en evidencia al sutil ingrediente que se encuentra presente en los discursos políticos, pero que frecuentemente el público al que se dirige no lo advierte. Me refiero a *la manipulación*, la cual es una estrategia discursiva que obedece a un plan táctico característico de este tipo de discursos. El Sr. Le Pen, para manipular al pueblo que escucha o lee sus discursos, adopta numerosas estrategias tales como las de hacer acusaciones sin fundamento real; del discurso que hemos traducido, solo vamos a mencionar dos de ellas:

a) Afirmar que la inmigración ha retardado la modernización de la industria francesa.

b) Acusar a la inmigración de permitir que los salarios de los trabajadores franceses pierdan su poder adquisitivo.

6 Hacer resaltar que el objetivo principal en la traducción del discurso del Sr. Le Pen es el de *influir sobre el destinatario*; desde este punto de vista, *el discurso político se convierte también en una acción*, en este caso en una acción peligrosa porque podría desencadenar enfrentamientos entre los franceses y los inmigrantes; de hecho estos ya han tenido lugar, aunque por fortuna solo han sido enfrentamientos verbales; pero podrían generar violencia física.

7 Hacer notar que el Sr. Le Pen aparentemente se dirige al pueblo francés, pero que el político que lo pronuncia, lo hace ante un auditorio de franceses nacidos en Europa y no ante los franceses de Martinica ni de Guadalupe, islas en las que los franceses de origen europeo constituyen una minoría y los de origen africano —que el Sr. Le Pen no ve con simpatía— constituyen la mayoría; ni ante los franceses que viven en los territorios franceses de ultramar, ubicados en el océano Pacífico, donde los franceses de origen europeo también constituyen una minoría.

8 Mostrar cómo el Sr. Le Pen se sirve de diferentes estrategias discursivas que tienen como objetivo consolidar y mantener el apoyo de los sectores conservadores y racistas de los que se ha convertido en líder. Para sus fines, en sus discursos, al dirigirse al público, utiliza un

«nosotros» para los franceses, que es una palabra incluyente y un «ellos», para los inmigrantes, que es una palabra excluyente.

9 Hacer advertir que cuando se hace la traducción de un discurso político es preciso hacer énfasis en *el cariz conflictivo* que la manipulación le confiere.

10 Otro ingrediente muy importante en este tipo de discursos, que hemos considerado preciso subrayar en su traducción, ha sido el de *recurrir al chantaje moral*, al provocar miedo o disgusto en el público que escucha o lee este tipo de discursos, por ejemplo cuando el Sr. Le Pen afirma: «Cuanto más tiempo pasa, más se instala en la opinión pública la idea de que los que vienen del extranjero ya se instalaron de manera definitiva, la convicción de que poco a poco se crea un país multicultural y multiétnico y se sabe que, inevitablemente, también se crea un país multiconflictivo».

11 De igual manera, al realizar la traducción de este discurso político, hemos tomado en cuenta, para ponerla de relieve que en este se recurre a *la impostura* cuando se trata de engañar recurriendo a las falsas apariencias. El Sr. Le Pen pretende hacer creer a sus seguidores que los salarios de los trabajadores franceses van a irse a la baja y que por lo menos 650 000 empleos en la industria van a desaparecer a corto plazo.

Conclusión

Los buenos discursos políticos logran mover masas, que actúan en un sentido positivo o bien negativo, dependiendo de los objetivos del orador. En Francia la Revolución Francesa fue el gran acontecimiento social que hizo que el discurso político se convirtiera en la expresión literaria más brillante del siglo XVIII con oradores tales como Danton, Saint-Just y Robespierre. En la época moderna, en este país, algunos de los hombres políticos de la era moderna también se han distinguido como buenos oradores, como, por ejemplo, Charles De Gaulle.

A pesar de que muchos de los discursos políticos tienen objetivos frecuentemente obscuros y que, en su afán por convencer al público al que se dirigen, intentan destruir al o a los adversarios, la buena traducción de estos debe reflejar la fuerza, la emoción y la energía que transmiten, que en no pocas ocasiones enardecen o bien emocionan al público hasta las lágrimas. En el caso del discurso del Sr. Le Pen, puede provocar en sus lectores reacciones encontradas, ya que mientras algunos de ellos pueden experimentar simpatía hacia sus ideas, otros pueden experimentar

reacciones de encono, de disgusto y rechazo. De cualquier forma si la lectura de la traducción logra provocar cualquiera de las reacciones citadas este simple hecho permitirá al traductor evaluar la pertinencia de su trabajo.